

**COMPRENDRE**  
LE PLAN NATIONAL  
D'ADAPTATION  
**CHANGEMENT**  
**CLIMATIQUE**





La France est l'un des pays les plus avancés en matière de

# PLANIFICATION de L'ADAPTATION

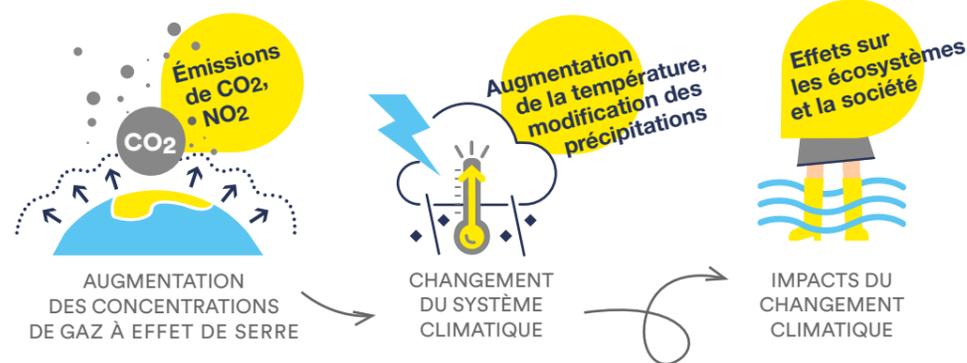
Elle le confirme en publiant son deuxième Plan national d'adaptation au changement climatique. S'appuyant sur les évaluations du 1<sup>er</sup> PNACC (2011-2015), les travaux de concertation nationale se sont inscrits dans un contexte de prise de conscience renforcée aux niveaux international, européen, national et local.

**Son objectif** est de mieux protéger les Français face aux événements climatiques extrêmes, mais aussi de construire la résilience des principaux secteurs de l'économie face aux changements climatiques.

François de Rugy, ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire

## Une politique d'adaptation est par essence une politique de l'anticipation :

anticipation des impacts du changement climatique, de leur perception par la société et des mesures à prendre. Elle est le complément indispensable aux actions de réduction des émissions de gaz à effet de serre (atténuation).



ATTÉNUATION → ADAPTATION

## LE PNACC 2 C'EST

Un objectif d'adaptation quantitatif basé sur une hausse de la température moyenne de la terre de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle, en cohérence avec les objectifs de l'Accord de Paris, mais sans exclure des scénarios plus pessimistes.

### 4 grandes orientations



Une plus grande implication des acteurs territoriaux.



La priorité donnée aux solutions fondées sur la nature, partout où cela a du sens.

### OUTRE MER

Une attention forte portée à l'outre-mer à travers des mesures spécifiques.



L'implication des grandes filières économiques, qui commencera par des études prospectives systématiques. Un suivi étroit des mesures par une commission spécialisée du Conseil national de la transition écologique (CNTE) représentative des parties prenantes et de la société.

## LES GRANDES DATES DE L'ADAPTATION

2006  
Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique

2010  
Loi Grenelle 2 instaurant les plans climat énergie territoriaux (PCET)

2011-2015  
1<sup>er</sup> PNACC

2013  
Stratégie européenne d'adaptation au changement climatique

Août 2015  
Loi de transition énergétique pour la croissance verte. Elle renforce le volet adaptation des plans climat locaux (PCAET)

Déc. 2015  
Accord de Paris (article 7)

6 juillet 2017  
Plan climat

2018  
2<sup>e</sup> PNACC

## LA CONCERTATION NATIONALE EN CHIFFRES

21 réunions

entre fin juin 2016 et fin mai 2017

300 participants

dont des représentants de tous les collèges du Conseil national de la transition écologique (CNTE)

6 groupes de travail

sur 6 axes de réflexion

GOVERNANCE ET PILOTAGE

CONNAISSANCE ET INFORMATION

PRÉVENTION ET RÉSILIENCE

ADAPTATION ET PRÉSERVATION DES MILIEUX

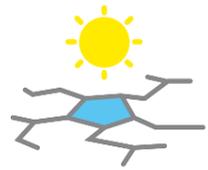
VULNÉRABILITÉ DES FILIÈRES ÉCONOMIQUES

RENFORCEMENT DE L'ACTION INTERNATIONALE



# IMPACTS en France

déjà visibles et à venir d'ici 2050



## SÈCHERESSE

Un manque de **2 Md de m<sup>3</sup>** d'eau en 2050 si la demande reste stable  
(source : Groupe de travail interministériel sur les impacts du changement climatique, l'adaptation et les coûts associés)



## TEMPÉRATURE

**+1,5°C** en moyenne en France métropolitaine depuis 1900  
(source : Météo-France/indicateur Onerc)



## FEUX DE FORÊT

**50%** des forêts métropolitaines soumises au risque incendie élevé dès 2050  
(source : Mission interministérielle Changement climatique et extension des zones sensibles aux feux de forêts)



## CULTURES

Après + de **35 ans** de croissance: stagnation des rendements  
(ex. : blé tendre, Pays de la Loire) (source : Oracle)



## MONTAGNE

**-40 cm** d'enneigement en 30 ans au col de Porte (Chartreuse, station de ski de basse altitude)  
(source : Météo-France/Onerc)



## MOUSTIQUE TIGRE

déjà installé dans **45** départements métropolitains  
(source : ministère des Solidarités et de la Santé)



MARTINIQUE



GUYANE



LA RÉUNION



GUADELOUPE

# 10 IMPACTS en France

## 1. Inondations

**UN CHIFFRE :** 430 M€, c'est le coût estimé des inondations et orages de mai et juin 2018.

**UNE SOLUTION :** limiter l'artificialisation et l'imperméabilisation des sols en cherchant à les stopper à terme et rendre à la nature, voire remettre en culture, des territoires artificialisés.

**UN EXEMPLE :** la mise en valeur, dans le département de la Seine-Saint-Denis, d'espaces urbains multifonctionnels à travers la gestion de l'eau à ciel ouvert, à la fois pour maîtriser le risque inondation et pour préserver la biodiversité.

## 2. Submersion

**UN CHIFFRE :** près de 2 000 km de voies ferrées submergés d'ici la fin du siècle avec une hausse du niveau de la mer de 1 mètre.

**UNE SOLUTION :** promouvoir et mettre en œuvre la recomposition spatiale du littoral dans le cadre de la stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte.

**UN EXEMPLE :** la sécurisation du réseau vulnérable aux submersions, avec le déplacement d'une première voie ferrée entre Montpellier et Sète.

## 3. Crues

**UN CHIFFRE :** 180 M€ de dégâts assurés provoqués par les crues de janvier 2018.

**UNE SOLUTION :** adapter les pratiques d'aménagement, développer des stratégies foncières équilibrées tenant compte de l'ensemble des enjeux socio-économiques, environnementaux et culturels.

**UN EXEMPLE :** la procédure de relocalisation des victimes d'inondation et de personnes en situation de risque initiée dans le Gard à la suite des crues de septembre 2002. À ce jour, environ 1 000 personnes soustraites au risque grâce à cette procédure.

## 4. Cyclones

**UN CHIFFRE :** 290 km/h, c'est la vitesse des vents de l'ouragan Irma (le plus puissant enregistré dans l'océan Atlantique) qui a touché les Antilles en septembre 2017.

**UNE SOLUTION :** améliorer l'observation et la prévision des phénomènes et l'alerte des populations.

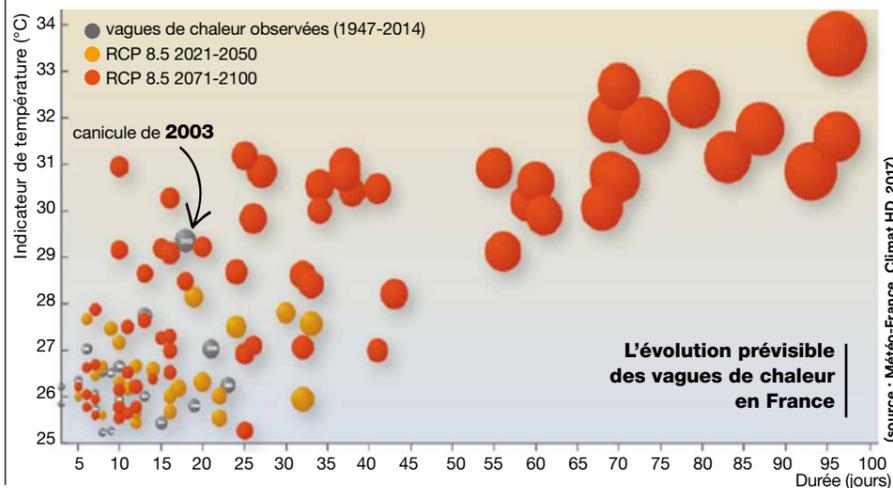
**UN EXEMPLE :** l'extension du système d'alerte et d'information des populations (SAIP) dans les outre-mer d'ici 2022, avec un premier dispositif de 15 sirènes déployé dès 2019 aux Antilles.

## 5. Vagues de chaleur

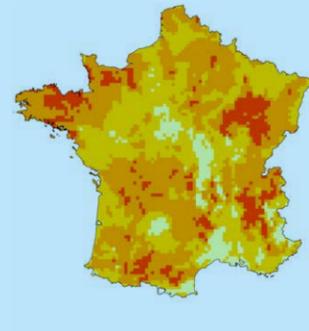
**UN CHIFFRE :** 474 décès et 8 000 passages aux urgences dus aux 4 vagues de chaleur enregistrées en France en 2017.

**UNE SOLUTION :** formation des parties prenantes et information de la population quant aux risques sanitaires liés au changement climatique, en lien avec le Plan national canicule.

**UN EXEMPLE :** des actions de sensibilisation et de prévention des risques liés à la canicule et aux fortes chaleurs dans le cadre du service sanitaire instauré dès la rentrée 2018 pour les 47 000 étudiants en santé.



## HORIZON PROCHE (2035)



## HORIZON MOYEN (2055)



Évolution prévisible des sécheresses en France métropolitaine selon le scénario tendanciel socio-économique pessimiste (A2)

## 6. Sécheresse

**UN CHIFFRE :** baisse de 20 % environ des précipitations moyennes pour la région languedocienne, le Nord des Alpes et le Jura à l'horizon 2100 par rapport à la période 1976-2005 (scénario RCP8.5).

**UNE SOLUTION :** adapter les besoins en eau aux ressources utilisables et réaliser, là où c'est utile et durable, des projets de stockage hivernal de l'eau.

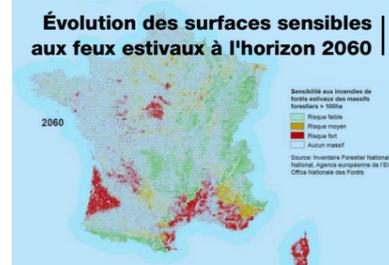
**UN EXEMPLE :** des arrêtés de sécheresse pris par les préfets (durée et périmètre déterminés) afin de préserver les usages prioritaires de l'eau, consultables sur le site Propluvia.

## 7. Incendies

**UN CHIFFRE :** d'ici à 2050, 50 % des espaces naturels soumis au risque incendie.

**UNE SOLUTION :** adapter la gestion forestière à l'accroissement des risques d'incendie en utilisant des essences mieux adaptées et des modes de gestion paysagère limitant la propagation du feu.

**UN EXEMPLE :** le parc naturel régional des Alpilles adapte la gestion de la forêt méditerranéenne (développement de mosaïques ouvertes traditionnelles gérées par le pâturage) pour lutter contre le risque incendie.



## 8. Neige

**UN CHIFFRE :** seulement 96 domaines skiables des Alpes françaises bénéficieront d'un enneigement fiable dans le cas d'un réchauffement de 2 °C (contre 143 stations aujourd'hui).

**UNE SOLUTION :** mise en place d'un modèle de développement plus résilient en moyenne montagne permettant le développement de nouvelles activités adaptées au changement climatique.

**UN EXEMPLE :** le développement, par la ville de Saint-Pierre-de-Chartreuse, d'une offre touristique adaptée aux évolutions climatiques, avec l'ouverture d'une station de trail et d'un bike park.

## 9. Biodiversité

**UN CHIFFRE :** avec un réchauffement de 1 °C, les espèces vivantes doivent se déplacer de 180 km vers le Nord ou de 150 m en altitude pour retrouver leurs conditions de vie initiales.

**UNE SOLUTION :** protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés.

**UN EXEMPLE :** la région Auvergne - Rhône-Alpes promeut la libre évolution d'un minimum de 10 % des forêts de son territoire pour favoriser la résilience des peuplements et la biodiversité.



## 10. Économie

**UN CHIFFRE :** entre 1 et 3 % de perte de PIB d'ici 2060 en l'absence de mesures d'atténuation complémentaires.

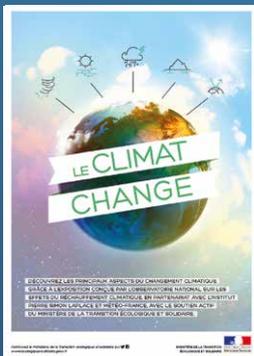
**UNE SOLUTION :** accroître la robustesse au changement climatique des mécanismes de prise en charge des risques par le système assurantiel.

**UN EXEMPLE :** le nouveau projet d'étude de la mission risques naturels des sociétés d'assurance, l'utilisation des données de l'expertise d'assurance pour réduire l'endommagement du bâti causé par les aléas climatiques.

# POUR EN SAVOIR +

Le site  
[www.onerc.gouv.fr](http://www.onerc.gouv.fr)

## Les publications



LE CLIMAT CHANGE



LES RAPPORTS ANNUELS  
DE L'ONERC



LE CLIMAT CHANGE, AGISSONS !  
Lettre de l'Onerc aux élus



LE CLIMAT DE LA FRANCE  
AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE  
Série de rapports  
de référence



[www.ecologique-solaire.gouv.fr](http://www.ecologique-solaire.gouv.fr)